

EDITORIAL

Salubrité : pour un comportement civique probant



Si nous continuons à épouser les mêmes vieilles habitudes d'insalubrité, nous ne devons pas nous entendre à la propreté de la ville de Nouakchott.

Certes les pouvoirs publics ont mis en place les dispositions nécessaires permettant aux mairies de réaliser le nettoyage des ordures ménagères. Et c'est dans ce cadre que la communauté urbaine de Nouakchott avait réussi à céder à l'une des plus grandes sociétés de nettoyage française : Pizzorno. Ainsi les ordures ménagères sont de plus en plus rares dans les grands axes de la ville de Nouakchott. Cependant et malgré les efforts louables de la communauté urbaine et de cette société la façade de Nouakchott reste souillée d'ordures. Cet état de fait est le produit du comportement insalubre et incongru du citoyen. Vous pouvez imaginer comment peut-on ramasser les ordures des ménages qui ne respectent le strict minimum des règles d'hygiène et de salubrité ?

Si nous voulons que cette société spécialisée dans l'environnement accomplisse son devoir, ne faut-il pas lui aménager le terrain et l'aider dans son entreprise ?

Pizzorno ne peut donc nettoyer la ville de Nouakchott que si le citoyen lui apporte son soutien.

Le citoyen doit participer à la propreté de la ville en se gardant de jeter n'importe où et n'importe comment ses ordures. Il doit souvent ranger ses ordures dans les endroits qui leurs sont destinés. Aussi les ménages doivent emballer leurs ordures et les rendre accessibles aux véhicules de ramassages. Si le ménage peut aussi trier à l'avance ses ordures, se serait l'idéal pour la société de ramassage. Mais soyons conséquent ! il faut dans ce cas envisager une gigantesque campagne de sensibilisation et de vulgarisation au profit des populations : c'est le travail des organisations de la société civile qui sont déjà sur le terrain et savent comment convaincre les populations. A cet effet la société devra composer avec ces organisations de la société civile pour mieux asseoir son action. Ce volet un peut plus indispensable permettra certes à résoudre le problème. Ainsi avec cette batterie de comportements le citoyen participera à la propreté de sa ville.

A bon entendeur salut !

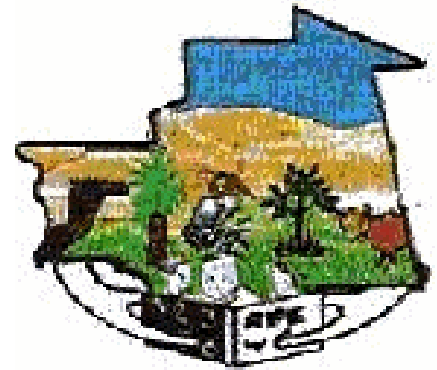
Ahmed Vall o. Boumouzouna

Le Président de la République encourage l'agriculture mais jusqu'où.

« La Souveraineté Alimentaire est le droit des populations, des communautés, et des pays à définir leurs propres politiques agricoles, pastorales, alimentaires, territoriales, de travail et de pêche, lesquelles doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque contexte spécifique

Note sur la démarche à entreprendre sur le littoral ONG Agir en Faveur de l'Environnement (ONGAFE)

Sur Co-financement Français Fonds Social de Développement (FSD), MCM, ONG/AFE exécute un projet (PCDI) à l'Inchiri




Dans le cadre de ses interventions pour le développement durable en Mauritanie, le Fonds Social de Développement (FSD) de l'Ambassade de France à Nouakchott vient de cofinancer des coopératives locales dans la région de l'Inchiri. Ces interventions rentrent dans le cadre du renforcement des capacités agricoles de la Wilaya.

L'ONG, AFE qui vient d'exécuter le projet est connue par ses différentes activités dans le domaine d'assistance aux populations indigènes. Son président BOUMOZOUNA qui est dynamique en faveur d'aide aux populations vient de faire la réception définitive du dit projet en présence des autorités, du maire de la commune et des responsables des coopératives bénéficiaires.

Principes de gestion des déchets



M.C.M.	Mauritanian Copper Mines S.A	 FIRST QUANTUM MINERALS LTD.
	Incorporated in the Islamic Republic of Mauritania	

M.C.M.	Mauritanian Copper Mines S.A	
	Incorporated in the Islamic Republic of Mauritania	



Essais de pompages dans la nappe d'eau saline



Tuyaux destinés à la conduite d'eau saline.

Soucieuse de préserver la nappe de Bennichab, la société MCM est entrain de développer le projet d'alimentation de son usine en eau salée à partir d'une nappe d'eau saumâtre que l'entreprise a découverte à **15 Km** au Sud Ouest de Bennichab.

Ce projet doit coûter **6,5 millions** de dollars américains.

L'usine de traitement sera approvisionnée en eau saline à partir de Juillet 2008.


L'eau est fournie gratuitement par MCM à la SNDE qui détient le monopole de la distribution à Akjoujt. Pour l'axe Akjoujt - Bennichab, l'eau est fournie gratuitement par MCM aux populations et aux abreuvoirs.

MCM vient de voir son Étude d'Impact Environnemental approuvée par le Ministère de l'Environnement ; le Système de Gestion Environnementale de MCM respecte la réglementation en vigueur en Mauritanie et celle de la banque mondiale.

Un groupe électrogène de **1 MW** est disponible sur le site d'exploitation ; ce groupe est destiné à être utilisé pour ravitailler la ville d'Akjoujt en électricité.

La société MCM a réalisé **plusieurs projets communautaires** à Akjoujt et Bennichab. Ces projets touchent notamment les domaines de l'éducation, la santé, l'agriculture et l'assainissement.

MCM a contribué à la maintenance de la route Nouakchott – Akjoujt pour **1,4 milliards d'Ouguiya**.

M.C.M.	Mauritanian Copper Mines S.A	
	Incorporated in the Islamic Republic of Mauritania	

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

Principes de gestion des déchets

Il y a plusieurs principes de gestion des déchets dont l'usage varie selon les pays ou les régions.

La hiérarchie des stratégies (règle des [trois R](#)) :

- Réduire
- Réutiliser
- Recycler

classe les politiques de gestion des déchets selon la préférence qu'on doit leur accorder. La hiérarchie des stratégies a plusieurs fois changé d'aspect ces dix dernières années, mais le concept sous-jacent est demeuré la pierre angulaire de la plupart des stratégies de gestion des déchets : l'objectif est d'utiliser au maximum les matériaux et de générer le minimum de rebuts.

Certains experts en gestion des déchets ont récemment ajouté un « quatrième R » : « Repenser », qui implique que le système actuel a des faiblesses et qu'un système parfaitement efficace exigerait qu'un regard totalement différent soit porté sur les déchets. Certaines solutions "re-pensées" sont parfois peu intuitives. On peut prendre par exemple un cas dans l'industrie textile. Afin de réduire la quantité de papier utilisée pour les patrons, il a été conseillé de les découper dans de plus grandes feuilles, afin de pouvoir utiliser les chutes pour découper les petites pièces du patron. Ainsi, il y a une réduction du résidu global. Ce type de solution n'est bien entendu pas limité à l'industrie textile. La réduction à la source nécessite des efforts pour réduire les déchets [toxiques](#) et autres résidus en modifiant la production industrielle.

Les méthodes de réduction à la source impliquent des changements dans les processus de fabrication, les apports de matières premières et la composition des produits. Parfois le principe de « prévention de la pollution » indique en fait la mise en œuvre d'une politique de réduction à la source.

Une autre méthode de réduction des déchets à la source est d'accroître les incitations au recyclage. Plusieurs villes aux [États-Unis](#) ont mis en place des taxes dont le montant est fonc-

tion des quantités d'ordures déposées (Paye quand tu jettes : Pay As You Throw - PAYT) qui se sont révélées efficaces pour réduire le volume des déchets urbains.

L'efficacité des politiques de réduction à la source se mesure à l'importance de la réduction de la production de déchets. Une autre approche, plus controversée, est de considérer la réduction de l'utilisation de substances toxiques. On s'intéresse ici à réduire l'utilisation de substances toxiques, alors même que la tendance est plutôt à la hausse. Cette approche, dans laquelle c'est le [principe de précaution](#) qui est mis en avant, rencontre une vive opposition des industries chimiques. Ils accusent cette démarche de stigmatiser les produits chimiques. Certains états américains, comme le [Massachusetts](#), le [New Jersey](#) et l'[Oregon](#) ont mis en place des politiques de réduction des déchets toxiques. Une idée relativement récente consiste à considérer les déchets comme une ressource à exploiter et non comme des rebuts dont il faut se débarrasser. Les méthodes pour produire de nouvelles ressources à partir de déchets sont diverses et nombreuses : par exemple on peut extraire les matières premières des déchets puis les recycler, ou les brûler pour produire de l'[électricité](#). Ces méthodes sont en plein développement, grâce notamment aux apports des nouvelles technologies.

Ce processus de valorisation des déchets s'appelle valorisation matière, ou recyclage, si on récupère des matériaux réutilisables, et valorisation énergétique si on obtient à la place de l'énergie. Traiter les déchets comme des matières premières devient de plus en plus courant, en particulier dans les agglomérations où l'espace pour ouvrir de nouvelles décharges se raréfie. L'opinion publique évolue sérieusement vers la position estimant que, sur le long terme, on ne peut pas se contenter de se débarrasser des déchets alors que les matières premières ne sont disponibles qu'en

quantité limitée. Dans certains



pays en voie de développement la valorisation des déchets a déjà lieu : des hommes trient à la main les montagnes de déchets pour récupérer les matériaux qui peuvent être revendus sur le marché de la récupération. Ces travailleurs non reconnus appelés [collecteurs de déchets](#) sont la partie cachée de ce secteur d'activité mais jouent un rôle important pour réduire la charge de travail des services municipaux de gestion des déchets. De plus en plus leur contribution à la préservation de l'environnement est reconnue et on essaie de les intégrer au système officiel de gestion des déchets, ce qui est d'une part utile mais aussi cela permet de réduire la pauvreté urbaine. Néanmoins le coût en vie humaine très élevé de ces activités : maladies, accidents et espérance de vie réduite au contact de substances toxiques ou contaminées ne serait pas toléré dans un pays développé.

Le recyclage

Le recyclage est un procédé par lequel les [matériaux](#) qui composent un produit en fin de vie (généralement des [déchets](#) industriels ou ménagers) sont réutilisés en tout ou en partie. Pour la plupart des gens dans les pays développés, le recyclage regroupe la récupération et la réutilisation des divers déchets ménagers. Ceux-ci sont collectés et triés en différentes catégories pour que les matières premières qui les composent soient réutilisées (recyclées).

Dans les pays développés, les articles de consommation les plus couramment recyclés sont les canettes en aluminium, le fer, les boîtes de conserve et les bombes aérosol, les bouteilles en plastique [PEHD](#) et [PET](#), les bouteilles et pots en verre, le carton, les journaux, et les ma-

gazines. Les autres types de plastiques : [PVC](#), [PEBD](#), [PP](#) et [PS](#) (cf. [les codes d'identification des plastiques](#)) sont aussi recyclables mais pas couramment collectés. Ces objets sont souvent composés d'un seul type de matériau, ce qui facilite leur recyclage. Le recyclage des ordinateurs obsolètes et des équipements électroniques est important mais plus coûteux à cause des problèmes de séparation et d'extraction des composants. Beaucoup de déchets électroniques sont envoyés en [Asie](#), où la récupération de l'[or](#) et du [cuivre](#) peuvent générer des problèmes environnementaux car les écrans contiennent du [plomb](#) et des [métaux lourds](#), tels le [sélénium](#) et le [cadmium](#), comme on en trouve fréquemment dans les composants électroniques. Les matériaux recyclés ou usagés sont en concurrence avec les nouveaux matériaux. Le coût de collecte et de tri des matériaux explique qu'ils sont souvent aussi cher, voir davantage, que les matériaux neufs. C'est ce qu'on constate la plupart du temps dans les pays développés, où les industries produisant les matières premières, en place depuis longtemps, sont bien optimisées. Certaines pratiques, comme la [récupération informelle des déchets](#), peuvent rendre le recyclage encore moins rentable, en prélevant les matériaux ayant le plus de valeur (comme les canettes d'aluminium). Dans certains pays, les programmes de recyclage sont subventionnés par les consignes sur les emballages (voir la [législation sur les consignes d'emballages](#)).

Le marché du recyclage des épaves d'automobiles est aussi dépendant du cours du métal brut sauf si la législation l'impose (comme en [Allemagne](#)). Cependant la plupart des systèmes économiques ne prennent pas en compte l'impact sur l'environnement du recyclage des matériaux lorsque qu'on le compare à l'extraction de matériaux vierges. En général beaucoup moins d'énergie, d'eau et d'autres ressources sont nécessaires pour recycler les maté-

Note sur la démarche à entreprendre sur le littoral ONG Agir en Faveur de l'Environnement (ONGAFE)

Dans la perspective de gérer les problèmes liés à la détérioration du cordon du littoral, le diagnostic doit non seulement décrire la situation actuelle et identifier les problèmes et contraintes prioritaires à lever par rapport à cette situation, mais également identifier des nouvelles potentialités de développement socio-économique (extension et création d'activités porteuses, désenclavement des principales zones potentielles de production, plan de gestion et d'utilisation du terroir, manque d'infrastructures sociales - % de satisfaction actuelle - par rapport aux normes sectorielles, etc.) en vue d'enrichir la réflexion sur l'avenir des villages du littoral.

Ce diagnostic constituera un outil ou guide qu'il faudra, au besoin, actualiser régulièrement en fonction de l'évolution du village et compléter, en cas de nécessité, pour mieux connaître un milieu avant d'entreprendre n'importe quelle action durable de développement.

L'enquête devant servir de base à la rédaction des diagnostics cherchera à connaître et à comprendre les réalités de vie des villageois dans une perspective d'auto - promotion communautaire et à s'assurer que toute action de développement part de ces villageois :

de ce qu'ils sont
de ce qu'ils ont
de ce qu'ils savent
de ce qu'ils veulent

Ce impliquera, dès le départ, les populations villageoises dans le processus d'analyse, de conception et de planification de toute opération de développement touchant à leur vie dans leur terroir sur toutes la côte du littoral.

Dans cette perspective, une enquête devra analyser la globalité du terroir villageois : le contexte physique, les hommes, leurs pratiques, leur histoire, leurs structures sociales et leurs relations entre - eux, les aspects économiques, techniques et socio - culturels, et les systèmes de valeurs de la collectivité concernée. Après analyse des résultats, les données collectées devront permettre d'identifier des actions concrètes que les villageois pourront entreprendre dans le cadre de la protection du littoral.

Cette enquête divise l'étude du milieu en quatre thèmes principaux :

le milieu naturel
le milieu humain
les activités socio-économiques
les infrastructures socio-économiques

L'étude du milieu naturel visera à :

connaître les potentiels physiques du terroir villageois ;
se faire une idée de la perception qu'ont les villageois de leur terroir ; et
percevoir certains problèmes auxquels sont confrontés les villageois.

Les outils suivants seront utilisés pour la collecte des données :

La revue des données secondaires : consulter tous les documents existants sur le village.

Le transect : se faire accompagner par le maximum de villageois jeunes, vieux et femmes pour observer, avec l'équipe diagnostic, les potentialités et l'utilisation des ressources naturelles, les principaux problèmes de mises en valeur des ressources du terroir et leurs causes, et réaliser par les villageois eux-mêmes des comparaisons d'évolution dans le temps de la situation des ressources de leur terroir et de celle d'autres terroirs villageois.

La carte des potentialités et d'utilisation actuelle des ressources : il s'agit de ressortir sur un schéma réalisé sur le sol, l'ensemble des ressources naturelles d'un terroir donné et leur utilisation actuelle. Avec une bonne explication, les villageois réalisent cet outil avec beaucoup de facilité.

L'observation : être très attentif sur ce point car, seul l'observation permet d'orienter réellement les questions essentielles à poser aux villageois pour mieux préciser les contours d'une situation donnée.

Les interviews semi-structurées avec les villageois, les autorités administratives ou municipales permettent de recueillir un maximum de données sur le milieu naturel du terroir villageois.

Sur le milieu humain, il s'agira, dès l'arrivée au village, de réaliser un recensement exhaustif de tous les villageois (fiche de recensement jointe au diagnostic) devant permettre l'analyse de la population dans sa structure (population totale, proportion des jeunes, actifs réels, faux actifs), dans ses mouvements (exode rural plus au moins long ou définitif, exode conjoncturel avec possibilité de retour au village,...), et dans son dynamisme de collectivité (qui peut être lié par exemple au fait de ne pas être enclavée, à l'existence de structures traditionnelles vivantes, ...). L'on s'intéressera également dans cette rubrique au passage des transhumants extérieurs dans le terroir, leur effectif et leur durée dans le terroir et à l'organisation sociale du village pour comprendre les types d'organisation en place, leur fonctionnement, leurs capacités et limites à gérer les relations entre les villageois d'une part et d'autre part entre le village et l'extérieur.

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

Note sur la démarche à entreprendre sur le littoral ONG Agir en Faveur de l'Environnement (ONGAFE)

Sur la base de l'organisation sociale du milieu, on précisera l'orientation à suivre et des comités de gestion mis en place dans le village.

Les outils à utiliser, pour la collecte des différentes informations sont constitués :

- du profil historique qui est un outil efficace pour avoir des repères historiques sur le village ;
- de la fiche de recensement du village ;
- de l'écoute, de l'observation et des causeries avec les villageois (individuel ou par groupe), les autorités locales et autres pour être à même de comprendre souvent les non-dits des « villages » ;
- de l'interview semi-structurée ; et
- de la carte sociale qui est une reproduction de l'espace habité.

Au plan des activités socio-économiques, l'accent devra être particulièrement mis sur les activités existantes et à développer :

(i) en relation avec l'exploitation et la gestion des ressources naturelles du terroir villageois (pêche, agriculture, élevage, etc.) et leurs effets sur les ressources naturelles : dégradation des sols et du couvert végétal, érosion hydrique et éolienne, etc. ; et (ii) les activités de services : artisans, commerçants, petites entreprises rurales (transformation et conditionnement des produits, etc.).

Les principaux outils qui serviront à la collecte de données sont :

L'interview semi-structurée.

La revue des données secondaires.

L'observation constituera un outil permanent notamment lors du transect devant conduire au dialogue entre la population et l'équipe suite aux observations en commun sur l'état des lieux des ressources (pression démographique, déboisement, érosion, dégradation...), les causes et conséquences dans le terroir et les potentialités de développement

La pyramide des problèmes permet de hiérarchiser, selon leur acuité, les différentes contraintes liées aux activités.

La tenue de réunions villageoises avec les différents groupes sociaux en respectant les traditions du milieu : par exemple réunions avec les chefs de famille et ensuite, avec leur accord, réunions avec les femmes, les jeunes, les groupes organisés du village etc... pour permettre à chaque catégorie de personnes de donner sa perception des potentialités et contraintes des ressources naturelles du terroir. Les villageois savent mieux que nous ce qui les fait souffrir ; les amener à l'exprimer eux-mêmes et à en prendre conscience collectivement les préparera aux solutions éventuelles face aux contraintes de leur terroir.

La partie « infrastructures socio-économiques » conduira au recensement de toutes les infrastructures réalisées dans le terroir par les villageois (ou autres intervenants extérieurs), de leur état, de leur contenu et des contraintes de fonctionnement dont les effets handicapent le développement du terroir villageois.

Le tableau des contraintes et des hypothèses de solutions permettra d'identifier les solutions proposées par les villageois pour résoudre les problèmes liés aux différentes activités.

Les enquêteurs s'appuieront sur les outils suivants pour la collecte des informations:

la revue des données secondaires ;

l'observation des ouvrages ;

le questionnaire ; et

l'interview semi-structurée.

A partir des résultats de l'enquête, le diagnostic dégagera (synthèse à effectuer par l'équipe au bureau et résultats à restituer aux intéressés pour validation) les priorités d'intervention (levée des contraintes prioritaires actuelles et favoriser le développement de nouvelles activités) pour le développement socio-économique du village qui serviront de base à la formulation des plans de développement et d'investissement villageois et municipaux (hiérarchisation des priorités).

Le document de synthèse de l'étude diagnostic pourrait utilement se terminer par un tableau chiffré résumant la situation de chaque secteur d'activité et infrastructure socioéconomique:

Pour les activités socioéconomiques : (1) les potentialités disponibles, (2) l'utilisation actuelle (ex. superficie cultivée, exploitée, pâturée), (4) les besoins complémentaires du village (ex. en termes de superficie pour satisfaire les besoins en production de pêche, en production agricole, en élevage, etc.) , (5) le bilan entre les potentialités et la satisfaction de tous les besoins (ex. possibilité d'augmenter les superficies exploitées pour l'agriculture, l'élevage et la forêt et de satisfaire en totalité ou partiellement les besoins du village avec les ressources disponibles).

Infrastructures socioéconomiques : (a) les capacités existantes (ex. capacité d'accueil du centre de santé) ; (b) les besoins ou normes du secteur (ex. 1 centre de santé pour 10.000 habitants) ; et (c) le degré de satisfaction actuel par rapport aux besoins (ex. nombre de centres supplémentaires à créer, %).

Principes de gestion des déchets

Techniques de gestion des déchets

Traditionnellement, la gestion des déchets [urbains](#), [industriels](#) et [commerciaux](#) consistait à les récupérer puis à les stocker. Une fois collectée, divers traitements peuvent être appliqués aux déchets. Le but de ces traitements peut être de réduire



la dangerosité des déchets, de revaloriser les matériaux par le recyclage, de produire de l'énergie à partir des déchets, ou encore réduire leur volume, pour pouvoir en disposer plus facilement.

Les méthodes de récupération varient beaucoup entre les différents pays et régions, et il serait impossible de les décrire tous. Par exemple en [Australie](#) la plupart des foyers urbains ont une poubelle de 240 litres qui est vidée chaque semaine par les autorités locales. Beaucoup de régions, surtout dans les pays les moins développés, n'ont pas de systèmes structurés de récupération des déchets.

Dans les agglomérations [canadiennes](#) le tri sélectif est la méthode la plus répandue de récupération des déchets et/ou des recyclables et des déchets organiques suivant un planning défini. Dans les régions rurales les habitants amènent leurs ordures dans des lieux de collecte. Les déchets ainsi récoltés sont ensuite transportés vers une [décharge](#) régionale.

Les méthodes de stockage varient aussi beaucoup. En [Australie](#), la méthode la plus courante de stocke

Décharge

de déchets solides est la décharge, car le pays est vaste et la densité de population est faible. À l'opposé au [Japon](#) il est plus fréquent d'[incinérer](#) les déchets car le pays est petit et la place est rare.

[Décharge \(déchet\)](#).

Stocker les déchets dans une dé-

charge est la méthode la plus traditionnelle de stockage des déchets, et reste la pratique la plus courante dans la plupart des pays. Historiquement, les décharges étaient souvent établies dans des [carrières](#), des [mines](#) ou des trous d'[excavation](#) désaffectés. Utiliser une décharge qui minimise les impacts sur l'[environnement](#) peut être une solution saine et à moindre coût pour stocker les déchets ; néanmoins une méthode plus efficace sera sans aucun doute requise lorsque les espaces libres appropriés diminueront.

Les anciennes carrières ou celles mal gérées peuvent avoir de forts impacts sur l'environnement, comme l'[éparpillement des déchets par le vent](#), l'attraction des vermines et les [polluants](#) comme les [lixiviats](#) qui peuvent s'infiltrer et polluer les [nappes phréatiques](#) et les [rivières](#). Un autre produit des décharges contenant des déchets nocifs et le [biogaz](#), la plupart du temps composé de [méthane](#) et de [dioxyde de carbone](#), qui est produit lors de la [fermentation](#) des déchets.

Les caractéristiques d'une décharge moderne sont des méthodes de rétention des lixivats, tels que des couches d'argile ou des bâches plastiques. Les déchets entreposés doivent être compactés et recouverts pour éviter d'attirer les [souris](#) et les [rats](#) et éviter l'éparpillement. Beaucoup de décharges sont aussi équipées de systèmes d'extraction des gaz installés après le recouvrement pour extraire le gaz produit par la décomposition des déchets. Ce biogaz est souvent brûlé dans une chaudière pour produire de l'[électricité](#). Il est même préférable pour l'environnement de brûler ce gaz que de le laisser s'échapper dans l'atmosphère, ce qui permet de consommer le méthane, un gaz à effet de serre encore plus nocif que le dioxyde de carbone. Une partie de ce biogaz peut aussi être utilisé comme [carburant](#).

Beaucoup d'autorités locales, particulièrement dans les zones urbaines, ont des difficultés pour ouvrir de nouvelles décharges car les riverains s'y opposent. Peu de personnes veulent d'une décharge dans leur voisinage. C'est pourquoi le coût de stockage des déchets solides dans ces régions est plus

coûteux, les détritrus devant être transportés plus loin pour être stockés.

Certains s'opposent aux décharges quelque soient les conditions ou le lieu, en expliquant qu'au final le stockage en décharge laissera une planète véritablement [polluée](#) avec plus aucune fissure ou espace sauvage. Certains [futurologues](#) ont déclaré que les décharges seront les « mines du futur » : comme certaines ressources s'appauvrissent, on pourra justifier qu'il est nécessaire de les extraire des décharges où elles avaient été enfouies considérée alors comme non valorisable. Cet état de fait et la prise en compte croissante des impacts de la consommation excessive des ressources a permis, dans plusieurs régions, d'accroître les efforts pour minimiser la quantité de déchets mis en décharge. Ces efforts sont la mise en place de taxes ou prélèvements sur les déchets mis en décharge, le recyclage des matériaux, leur transformation en énergie, la conception de produits nécessitant moins de ressources, et une législation imposant aux fabricants la prise en charge des coûts d'emballage et de stockage des déchets (c'est pourquoi, en Allemagne, les fabricants ont mis en place le *Grüne Punkt* pour respecter cette législation). Un sujet connexe est le concept d'[écologie industrielle](#), où les flux de matière entre les industries sont étudiés. Les sous produits

Incinération



d'une industrie peuvent être utiles à une autre, cela permet de réduire les flux de déchets.

[Incinération](#) et [Énergie avec les déchets](#).

Incinérateur de déchets situé à [Saint-Ouen](#)

L'incinération est le processus de destruction d'un matériau en le brûlant. L'incinération est souvent appelée « Énergie à partir des dé-

chets » ou « des déchets vers l'énergie » ; ces appellations sont trompeuses puisqu'il y a d'autres façons de récupérer de l'énergie à partir de déchets sans directement les brûler (voir [fermentation](#), [pyrolyse](#) et [gazéification](#)).

Elle est connue pour être une méthode pratique pour se débarrasser des déchets contaminés, comme les [déchets médicaux](#) biologiques. Beaucoup d'organisations utilisent aujourd'hui l'exposition des déchets à haute température pour les traiter thermiquement (cela inclut aussi la gazéification et la pyrolyse). Cette technique inclut la récupération du métal et de l'énergie des déchets solides municipaux comme le stockage adapté des résidus solides (mâchefers) et la réduction du volume des déchets.

L'incinération est une technique éprouvée et répandue, en Europe comme dans les pays en voie de développement, même si elle est soumise à controverse pour plusieurs raisons. Les controverses concernent généralement les problèmes environnementaux et sanitaires liés aux incinérateurs qui ont fonctionné dans le passé, avant l'application des normes actuelles.

En premier lieu, il s'agit d'un mode d'élimination de déchets qui a un taux de valorisation limité. L'incinération détruit les [ressources naturelles](#) contenues dans les déchets et ne permet pas de récupérer 100% du pouvoir calorifique du déchets.

L'énergie récupérée, sous la forme de chaleur ou d'électricité, provient du refroidissement des fumées de [combustion](#) dans une chaudière, qui permet de récupérer de la chaleur, qui peut être utilisée directement ou à son tour entraîner une [turbine](#) pour produire de l'électricité.

L'incinération est malgré tout identifiée en France en 2002 comme la deuxième source d'énergie renouvelable pour la production d'électricité (après l'hydraulique) et pour la production de chaleur (après la biomasse).

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

Le Président de la République encourage l'agriculture mais jusqu'où.

« La Souveraineté Alimentaire est le droit des populations, des communautés, et des pays à définir leurs propres politiques agricoles, pastorales, alimentaires, territoriales, de travail et de pêche, lesquelles doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque contexte spécifique. Cela inclut un droit réel à l'alimentation et à la production alimentaire, ce qui signifie que toutes les populations ont droit à une alimentation saine, culturellement et nutritionnellement appropriée, ainsi qu'à des ressources de production alimentaire et à la capacité de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs sociétés. » *Extrait de : La souveraineté alimentaire : un droit pour tous, Déclaration finale du Forum des ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire, Rome, Juin 2002.*

Depuis l'indépendance, nos gouvernants successifs n'ont cessé de proclamer que l'agriculture était une priorité et de célébrer nos "braves paysans". En réalité, ces slogans étaient de la poudre aux yeux pour mieux masquer le pillage du monde agricole par ceux-ci.

Si le gouvernement agit mal, nous le dénonçons. Mais si le gouvernement agit bien, nous le soutenons. Petit à petit le gouvernement commence à comprendre qu'il est important d'écouter ce que nous avons à dire. En ce sens notre processus démocratique est une réussite. Mais ce n'est pas suffisant, car ce processus doit être renforcé, mais au moins nous avons fait des progrès. Notre carte maîtresse est de dire au gouvernement qu'il ne peut pas construire une politique agricole réussie sans y impliquer

les différents acteurs.

Cette fois-ci le Président Sidi Ould Cheikh Abdellahi dans son plan d'urgence fait tirer la sonnette d'alarme et de cette manière donne la priorité à l'agriculture, c'est une bonne foi encourageons là.

La première chose à faire est d'abord une bonne gestion des revenus des produits agricoles qui doivent être protégés du pillage des gouvernants avant toutes choses. La première règle pour ramener la confiance dans ce milieu sera de mettre terme à la corruption, à l'opacité et d'associer la société civile (ONG) qualifiée en ce domaine dans une transparence totale aussi bien à l'effort de production qu'au partage des responsabilités.

Il y a des organisations non gouvernementales nationales qui peuvent relever ce défi et intervenir dans ce sens puisqu'elles l'ont toujours fait et sont aptes à le faire, on peut citer comme exemple l'intervention de l'ONG Agir en Faveur de l'Environnement sur l'ensemble du territoire national et comme exemple à Benéchab dans la mise en valeur des périmètres agricoles déjà aménagés et réceptionnés avec la collaboration du Fonds Social de Développement Français, et de la MCM (société minière d'Akjoujt).

Mais la coopérative El Wivagh à un problème d'eau, car le financement est déjà acquit par le fonds italien à travers le Commissariat à la Protection Sociale et à la Sécurité Alimentaire pour alimenter toute la localité de l'arrondissement chef lieu de Bénichab en ce qui servira de fournir l'eau aux périmètres maraîchers qui sont la propriété de l'ensemble des populations ; l'exécution est bloquée par les autorités

puisque une minorité de personnes ne veulent pas l'intérêt de toutes une communautés.

Cependant il ne suffit pas de distribuer des vivres aux populations les plus démunies pour que soit entériné le problème de la mal nutrition qui sévit dans notre pays, mais au contraire de les faire savoir se baser sur elles mêmes en matière d'agriculture, d'encourager ceux qui veulent travailler par l'achat d'équipements agricoles et leurs distribués les terres cultivables appropriées et les accompagnées en formation et encadrement. Au lieu de les laisser entrent les mains de ceux qui ne l'exploitent pas. Il est du rôle éminent des organisations non gouvernementales d'en conscientiser et d'initier ceux-ci pour que nous ayons notre autosuffisance alimentaire.

L'autosuffisance alimentaire d'un pays sur la base d'aliments sains, produits en harmonie avec la nature est actuellement une nécessité. Il est indispensable d'assurer l'autosuffisance alimentaire. Pour la réaliser, il faut une agriculture paysanne, c'est-à-dire un nombre aussi élevé que possible de petites et moyennes exploitations familiales qui peuvent cultiver leurs terres proche de la nature et de manière durable. Pour cela, il faut aussi un nombre d'animaux domestiques adapté à la superficie et aux conditions du sol. Et avant tout, il faut des conditions cadres politiques qui protègent les bases de vie naturelles du pays notamment le sol, l'air, l'eau, le travail de la famille paysanne et ses produits.

S'alimenter par ses propres moyens, prendre son destin entre ses mains et répondre aux exigences de la vie rend fort et indépendant. Cela n'est

pas seulement vrai pour les individus mais aussi pour chaque pays. Un pays qui s'approvisionne de façon autonome n'est guère sujet au chantage. Sans autodétermination et sans économie productive aucun pays ne peut faire du commerce équitable avec d'autres pays en partenaires égaux pour combler d'éventuels manques de ravitaillement. Notre devoir moral et politique est donc de protéger notre propre agriculture pour être en mesure de nous ravitailler de façon autonome.

Si nous savons que la prospérité, dont nous profitons aujourd'hui encore, est produite aux dépens d'autres gens et d'autres pays, nous ne pouvons pas, en tant qu'hommes être réellement heureux dans la profondeur de notre conscience. Quand le voisin va mal, cela me concerne. A part cela, la question du mode de vie se pose à chaque citoyen individuellement. Si nous nous rendons compte que nos habitudes d'alimentation et de consommation ont un impact direct sur la situation dans le monde, nous pouvons là aussi apporter notre contribution.

Tous les partenaires au développement ne sont pas contre le financement de différents projets à travers les ONG, mais une prise de conscience est importante, quand à la fiabilité des projets présentés par les organisations de la société civile, il faudra aussi que le gouvernement valorise ce que font celles-ci puisqu'en quelque sorte elles sont sa complémentarité.

Boumouzouna

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie

Sur Co-financement Français Fonds Social de Développement, MCM, et l'ONG AFE



Dans le cadre de ses interventions pour le développement durable en Mauritanie, le Fonds Social de Développement (FSD) de l'Ambassade Française à Nouakchott, MCM, ONG AFE viennent de financer des coopératives locales dans la région de l'Inchiri. Ces interventions ont trait dans le cadre du renforcement des capacités agricoles de la Wilaya. L'ONG AFE qui vient d'exécuter le projet est connue par ses différentes activités dans le domaine d'assistance aux populations indigènes. Son président El Emen

part le Protocole de jour. L'ONG AFE Financement qui lie l'ONG AFE au Fonds Social de Développement (FSD) de l'Ambassade Française.

, le Maire de la Commune et les représentants des coopératives ont tenu à exprimer, à cette occasion, leurs vifs remerciements à la Coopération française en particulier le FSD, MCM et l'ONG AFE pour cet important projet tant attendu. Enfin, le président de l'ONG AFE a exprimé à l'occasion ses remerciements pour l'ensemble des partenaires intervenus dans le cadre du projet et saisi cette occasion pour remettre les clés conformément aux accords signés d'une part l'ONG AFE et les Coopératives El Wivagh et d'autre part le



CHEMSIYAT

Directeur de Publication

Ahmed Vall o/ Boumouzouna

Rédacteur en chef

Abidine ould Cheikh

Rédacteur en chef adjoint

Fatimetou m/ Sid'Ahmed
Comité de rédaction
Elhacen o/ Cheikh
Ahmedi o/ Zeidane
Nibghouha Bâ
Lebatt o/ M'barec

Siège

Ksar ancien lot 564
Tel : 63034 50 /64555 47

Fax : 525 59 25

BP : 1732
Nouakchott

Maquette
Boydiye2

Tirage

Imprimerie
El Menar

Lisez et faites lire votre mensuel spécialisé dans l'environnement et les activités de la société civile

L'ONG AFE: l'environnement est l'affaire de tous. L'AFE est une ONG nationale spécialisée dans l'environnement et la société civile en Mauritanie